



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
9 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

## Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

### Compte rendu analytique de la 16<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 26 octobre 2011, à 10 heures

Présidente : M<sup>me</sup> Miculescu . . . . . (Roumanie)

## Sommaire

Point 54 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations  
de maintien de la paix sous tous leurs aspects (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-56497X (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 10 heures.*

**Point 54 de l'ordre du jour : Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (suite)**

1. **M. Kyslytsya** (Ukraine) dit que la demande pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui frôle déjà un niveau historique, devrait probablement se maintenir, voir augmenter, dans les années à venir. Le deuxième rapport de situation sur l'initiative Horizons nouveaux peut aider à identifier les défis les plus urgents. L'une des principales priorités est le renforcement des capacités de maintien de la paix des Nations Unies, essentiellement en garantissant la mobilité des opérations grâce à l'aviation. Le manque d'hélicoptères militaires, équipement le plus utile pour exécuter les mandats des missions de plus en plus complexes, notamment dans les vastes théâtres d'opérations, est un bon exemple de l'inadéquation entre les ressources et les mandats. À cet égard, les propositions du Secrétariat devraient s'appuyer sur les recommandations en la matière du Comité spécial des opérations de maintien de la paix concernant le remboursement et l'utilisation des hélicoptères militaires de façon à motiver véritablement les pays contributeurs.

2. Ces questions ne peuvent être réglées qu'au travers d'un partenariat mondial et d'une coopération triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police et le Secrétariat. Pour cela, il convient que les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police puissent se faire entendre davantage dans le processus décisionnel, à tous les niveaux des opérations de maintien de la paix. Les réunions d'experts n'ont guère d'intérêt en l'absence de ces pays, qui sont parfois mis devant le fait accompli et sont informés des décisions concernant leur personnel ou leurs biens par les résolutions du Conseil de sécurité, le jour même de leur adoption.

3. Toute opération de maintien de la paix doit viser avant tout à garantir la sécurité et la sûreté des personnels des Nations Unies et à assurer leur protection juridique. Toutefois, protection juridique ne signifie pas irresponsabilité, et l'Ukraine soutient pleinement la politique de tolérance zéro pour les abus commis par les soldats de la paix. Les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police doivent disposer de tous les droits et moyens juridiques

leur permettant de participer aux enquêtes sur les infractions commises à l'encontre de leurs soldats de la paix.

4. Le lien entre maintien et consolidation de la paix est loin d'être clair; il convient de définir précisément les rôles et responsabilités des soldats de la paix déployés sur des missions de consolidation de la paix, notamment en ce qui concerne la répartition des personnels lors des opérations de maintien de la paix multidimensionnelles. Le Département des opérations de maintien de la paix/Département de l'appui aux missions pourrait apporter des conseils pour la définition des priorités ainsi que le découpage et la planification des tâches essentielles qui incombent aux soldats de la paix, au début des missions de consolidation de la paix.

5. Durant les 20 dernières années, l'Ukraine a envoyé plus de 34 000 soldats de la paix sur plus de 20 missions de maintien de la paix des Nations Unies; il a été décidé de maintenir cet engagement envers le maintien de la paix.

6. **M. DeLaurentis** (États-Unis) dit que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies demeurent indispensables pour prévenir la réapparition ou l'intensification des conflits armés. Sa délégation estime nécessaire de se concentrer sur le calendrier des réformes de l'initiative Horizons nouveaux, d'accroître la participation des femmes, d'améliorer la capacité des Nations Unies à planifier et gérer les missions complexes et de renforcer le partenariat global dont dépend la réussite des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il est de la responsabilité de tous de s'assurer que le débat sur la façon de relever les défis en matière de prévention et de réponse aux conflits armés ne fait pas obstacle aux efforts de restauration de la stabilité et d'instauration d'une paix durable.

7. Les États-Unis ont formé plus de 140 000 soldats de la paix depuis 2005 et ont soutenu la formation de 41 000 soldats de la paix supplémentaires dans les pays partenaires. Le pays a facilité le déploiement de plus de 138 000 soldats de la paix issus de 31 pays sur 19 opérations de maintien de la paix dans le monde entier. Il a respecté ses obligations au titre du budget des Nations Unies pour le maintien de la paix et a versé une importante contribution supplémentaire de 23 millions de dollars sur les deux dernières années fiscales, afin de contribuer à l'amélioration des capacités opérationnelles des effectifs de police.

8. Les initiatives de maintien de la paix ont porté leurs fruits à plusieurs reprises durant l'année écoulée: au Soudan du Sud, en Côte d'Ivoire, au Libéria et en République démocratique du Congo. Des progrès ont également été accomplis dans un certain nombre de domaines, progrès qui permettront aux missions de travailler mieux, plus rapidement et de façon plus rentable. Les nouvelles procédures de collaboration entre les missions permettront de partager plus rapidement les biens indispensables. La Stratégie globale d'appui aux missions commence déjà à porter ses fruits. La délégation des États-Unis se félicite de l'intention du Secrétaire général de créer des centres de services régionaux supplémentaires, en puisant dans l'expérience acquise avec le centre de services d'Entebbe, et continuera à œuvrer aux côtés du Secrétariat pour garantir que chacun des centres atteigne son plein potentiel opérationnel. Elle salue également la création du Groupe consultatif de haut niveau chargé d'examiner les taux de remboursements des pays qui fournissent des contingents et les questions connexes.

9. La délégation souhaiterait que soit clarifié le rapport entre les ressources opérationnelles des missions et les tâches qui leur sont attribuées, ainsi que leur capacité à exécuter leur mandat. Il est indispensable de s'assurer que les missions disposent de la volonté politique nécessaire à l'exécution de leurs mandats; les commandants des forces doivent être certains que leurs contingents seront en mesure d'exécuter les ordres. Le processus de recrutement des effectifs est encore lent et lourd; la délégation serait curieuse de connaître les commentaires des organisations régionales et sous-régionales à cet égard.

10. Il faut lutter davantage contre les comportements sexuels répréhensibles dans toutes les catégories de personnels de maintien de la paix; le nombre de signalements en la matière demeure inacceptable. Les Nations Unies doivent garantir que les contrevenants seront définitivement exclus de leurs contingents. Il est indispensable d'instaurer un dialogue approfondi sur la question des comportements sexuels répréhensibles, y compris avec les pays qui fournissent des contingents.

11. **M. Sorreta** (Philippines) dit que, malgré ses ressources limitées, son pays a mis à disposition des Nations Unies, durant les 50 dernières années, des milliers d'hommes et de femmes pour au moins 23 missions de maintien de la paix dans 15 pays. L'engagement du Gouvernement philippin aux côtés

des Nations Unies pour le maintien de la paix repose sur sa politique nationale de soutien aux opérations multilatérales de maintien de la paix, à la sécurité collective et à l'État de droit. Cet engagement s'est vu renforcé en 2002, avec l'instauration d'un mécanisme inter-institutions visant à coordonner la participation des Philippines aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Gouvernement philippin établit actuellement une liste d'experts de domaines spécialisés des opérations civiles de maintien de la paix. Il encourage le déploiement de personnel féminin de maintien de la paix et soutient pleinement l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les opérations de maintien de la paix; quasiment 900 Philippins ont participé à des opérations de maintien de la paix et 10 % étaient des femmes.

12. Le Gouvernement philippin juge absolument nécessaire la formation continue des soldats de la paix et a accueilli, en juin 2011, une session régionale de formation de formateurs sur la prévention des infractions sexuelles et sexistes dans les environnements postconflits. Cette formation avait pour objectif de fournir aux agents de police des Nations Unies les connaissances et compétences nécessaires pour aider leurs homologues des pays hôtes. Il est impératif de garantir la sécurité des soldats de la paix : ils doivent être suffisamment armés et équipés pour se protéger dans des zones à haut risque. La demande croissante de soldats de la paix est rarement satisfaite en termes de capacités et de ressources; il est indispensable de planifier et d'exécuter soigneusement les mandats du Conseil de sécurité.

13. Le Gouvernement philippin apprécie de s'engager aux côtés d'autres acteurs et participants compétents dans des opérations de maintien de la paix, notamment sur le terrain, et espère pouvoir intervenir plus régulièrement à leurs côtés. Le Général de division philippin Ecarma, Chef de mission et commandant de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD), partage activement sa vaste expérience du terrain avec les Nations Unies, ainsi qu'avec le personnel militaire des Philippines.

14. **M. Sefue** (Tanzanie) dit que, pour être efficaces, les opérations de maintien de la paix doivent respecter les principes fondamentaux du maintien de la paix, à savoir le consentement des parties, le non recours à la force, sauf en cas de légitime défense, et l'impartialité. Son Gouvernement soutient pleinement le rôle des

soldats de la paix en tant que premiers agents de consolidation de la paix, rôle qui doit rester au centre de toute mission de maintien de la paix, toutes phases confondues. Les opérations de maintien de la paix connaissant une croissance exponentielle, il convient de garantir qu'elles restent fidèles à l'objectif de base tel que défini dans la Charte des Nations Unies, à savoir préserver les générations futures du fléau de la guerre.

15. Il importe d'élargir le vivier des pays fournissant des contingents, de garantir que le maintien de la paix dispose des ressources nécessaires et d'éviter de marquer une distinction entre les pays fournissant les contingents et les pays finançant les contingents. À cet égard, si mon pays se félicite de la création du Groupe consultatif de haut niveau chargé d'examiner les taux de remboursements des pays qui fournissent des contingents et les questions connexes, il estime que notre objectif commun doit demeurer au centre de nos préoccupations.

16. Les mandats de maintien de la paix doivent être clairs. En effet, l'utilisation de termes ambigus, tels que « maintien de la paix robuste » ou « musclé », engendre de la confusion, ce qui nuit à la clarté du commandement et de l'action sur le terrain et donne lieu à des récriminations injustifiées. La question de la clarté a été abordée lors de trois conférences régionales sur le recours à la force dans les opérations de maintien de la paix, tenues à Abuja, Buenos Aires et Jakarta; il conviendrait que le Secrétariat distribue leurs conclusions et les adresse aux organes concernés pour qu'elles soient davantage prises en considération.

17. La sécurité et la sûreté des effectifs de maintien de la paix doivent rester l'une des principales priorités. Les mandats doivent être clairs, réalistes et réalisables, et il convient de fournir aux soldats de la paix les ressources adéquates et de leur confier des tâches réalistes, afin d'éviter que les opérations s'éternisent. Les équipements indispensables, tels que les hélicoptères militaires, doivent être mis à disposition de manière durable.

18. Le Comité spécial des opérations de maintien de la paix doit améliorer ses méthodes de travail; la délégation tanzanienne soutient les propositions du Canada et du Maroc à cet égard.

19. Les opérations de maintien de la paix doivent être le plus possible en phase avec les efforts nationaux et régionaux de soutien aux processus et issue politiques

globaux. La résolution durable des conflits et la réconciliation doivent s'inscrire dans le pays concerné et ne peuvent être imposées à la population. Cette appropriation nationale facilitera, le moment venu, le passage de la phase de maintien de la paix à la phase de consolidation de la paix.

20. **M. Al-Hajiri** (Qatar) souligne combien il est important de soutenir les principes fondateurs des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il importe donc, lors de l'adoption et de la mise en œuvre des mandats, de tenir compte des buts et principes de la Charte des Nations Unies, au nombre desquels figurent le plein respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, et de garantir que les mandats ne sont pas détournés de leur objectif initial. Le Gouvernement du Qatar a participé à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), notamment en fournissant des officiers spécialisés et un soutien logistique.

21. Les opérations de maintien de la paix ne doivent pas empêcher de s'attaquer aux origines des conflits. Il convient de garder à l'esprit l'importance de la coordination et de la consultation avec le pays hôte, notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'autorité et de la souveraineté de l'État sur son territoire.

22. Les Nations Unies doivent garantir la sécurité et la sûreté des effectifs de maintien de la paix, qui travaillent souvent dans des conditions difficiles et risquées. Les pays hôtes doivent enquêter sur les infractions commises à l'encontre des soldats de la paix et poursuivre les coupables, conformément à leur législation nationale, aux accords sur le statut des forces et aux dispositions de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

23. Il convient de garantir que les moyens humains, financiers et logistiques mis à disposition de chaque mission de maintien de la paix correspondent à son mandat et à ses objectifs. Le manque de moyens peut non seulement diminuer les chances de réussite des missions de maintien de la paix, mais également les mettre en danger.

24. Il serait intéressant que les pays développés dont le personnel militaire est parfaitement formé, très professionnel et très expérimenté, envoient des contingents sur les opérations de maintien de la paix, au lieu de compter exclusivement sur du personnel

militaire moins expérimenté issu de pays en développement. Les soldats de la paix doivent connaître la culture et la langue du pays hôte, de façon à faciliter la communication et les échanges avec la population locale. La sélection des experts et du personnel civil doit être transparente et claire. Les experts envoyés sur des opérations de maintien de la paix dans des pays arabes doivent connaître l'histoire récente du pays hôte et parler arabe.

25. Sachant que 87 % des effectifs du maintien de la paix sont issus de pays en développement, il convient d'impliquer les pays fournisseurs de contingents à tous les niveaux de la planification et du déploiement. La résolution 1353 (2001) du Conseil de sécurité doit être mise en œuvre efficacement afin de renforcer la coordination et la communication entre le Conseil de sécurité et les pays fournisseurs de contingents, d'améliorer la transparence et la confiance, et de prendre en compte les préoccupations des pays hôtes.

26. Notre Commission doit coopérer avec le Conseil de sécurité et les Cinquième et Sixième Commissions pour combler les lacunes en matière de responsabilité pénale, aussi bien en ce qui concerne les soldats de la paix que les individus commettant des infractions à leur encontre. Cette question devrait figurer dans les mémorandums d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et les pays hôtes. Les soldats de la paix doivent respecter scrupuleusement les codes de conduite et leurs pays d'origine doivent les poursuivre en cas de violation de ces codes ou d'infractions à la loi. Les Nations Unies doivent assumer leurs responsabilités, non seulement en ce qui concerne l'exploitation sexuelle et les abus du même ordre, mais également pour les autres infractions, agressions et crimes, conformément aux modifications apportées récemment aux mémorandums d'accord.

27. La délégation du Qatar soutient les efforts actuels du Secrétariat en vue de la mise en place de nouvelles méthodes de travail au sein du Comité spécial, mais souligne l'importance de suivre systématiquement les conseils du Comité.

28. **M. Cancela** (Uruguay) dit que le gouvernement de son pays s'engage à appuyer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Seule une étroite collaboration entre tous les acteurs concernés peut garantir la réussite de mandats de plus en plus complexes. En dépit de nombreux défis, des progrès ont été accomplis, notamment en ce qui concerne le

soutien à l'initiative Horizons nouveaux, la protection des populations civiles, le lancement de la Stratégie globale d'appui aux missions, et l'amélioration de la communication triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat. Ces progrès risquent toutefois d'être compromis du fait de la crise économique mondiale qui affecte déjà les budgets et opérations de maintien de la paix, de même que les aspects conceptuels : on observe, en effet, une forte pression pour réduire les coûts tout en maintenant, voire en renforçant, les services. Il est toujours possible d'améliorer les choses, mais il convient de ne pas perdre de vue le rapport coût-avantages favorable des opérations de maintien de la paix, par rapport à d'autres actions nationales et régionales.

29. Les missions complexes ne peuvent être viables que si elles disposent des moyens nécessaires et si l'organisation réforme son système d'attribution des moyens humains et matériels. Toutefois, s'il est indispensable d'aborder les questions financières au sein des forums appropriés, il n'est pas souhaitable, que ce soit pour les principaux pays bailleurs de fonds ou pour ceux, tels que l'Uruguay, qui fournissent des contingents, que l'important débat sur le maintien de la paix ne porte que sur les aspects financiers. À cet égard, la délégation uruguayenne salue l'accord trouvé au sein de la Cinquième Commission et espère beaucoup des travaux du Groupe consultatif de haut niveau.

30. Une approche fondée sur les capacités est indispensable pour promouvoir un solide partenariat mondial. Les progrès accomplis par le Secrétariat dans les trois projets qu'il met en œuvre sont encourageants; la délégation uruguayenne souligne à nouveau l'importance de la cohérence et des travaux pour parvenir à des améliorations concrètes des situations intenable, telles que le manque d'hélicoptères militaires. Enfin, l'Uruguay s'engage en faveur de la transparence et de la responsabilité et continuera à exiger de ses personnels sur le terrain une conduite irréprochable.

31. **M. Wang Min** (Chine) dit que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies sont un élément essentiel de la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde. De ce fait, il est important de tirer des enseignements des quelque 60 (ou plus) opérations de maintien de la paix de ces dernières décennies, afin d'améliorer les opérations à venir. À cet égard, il ne

faut pas oublier que les opérations de maintien de la paix sont aussi des actions politiques et doivent être davantage axées sur la prévention des conflits et la résolution des différends, promouvant ainsi les processus politiques et la réconciliation nationale.

32. Il souligne le fait que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies doivent respecter les principes d'impartialité, de consentement des parties et de non recours à la force, sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat. Par conséquent, les opérations de maintien de la paix doivent respecter rigoureusement le mandat qui leur est conféré par le Conseil de sécurité, respecter la souveraineté des parties, se garder de prendre part au conflit, s'abstenir de toute tentative de changement de régime et garantir que les actions menées dans le but affiché de protéger les civils n'augmentent pas, en réalité, le nombre de victimes civiles.

33. L'augmentation des besoins en soutien logistique adéquat va de pair avec l'augmentation du nombre d'opérations de maintien de la paix. On observe actuellement un décalage entre les mandats assignés à ces opérations et les moyens humains, matériels et financiers qui leurs sont alloués. Dans ce contexte, M. Wang Min souligne la nécessité d'éviter le gaspillage et les doubles emplois et dit que son pays est favorable à l'adoption d'une approche consolidée et coordonnée des efforts de maintien de la paix, au travers de la création de centres de services internationaux et régionaux et de la définition d'une stratégie mondiale de soutien logistique.

34. Mais les opérations de maintien de la paix ne font pas tout, et ne peuvent à elles seules régler les problèmes qui sont à l'origine des conflits. C'est pourquoi un processus politique approfondi est indispensable, afin de promouvoir une véritable réconciliation nationale et de s'attaquer aux origines des conflits, notamment sous l'aspect du développement économique et social. Par conséquent, il conviendrait que la Commission de consolidation de la paix soit en mesure de jouer un rôle plus actif et que les agences spécialisées des Nations Unies, les institutions financières internationales et les organisations régionales participent plus activement aux travaux de consolidation de la paix. En particulier, compte tenu du nombre de missions de maintien de la paix des Nations Unies sur le continent africain, il conviendrait de fournir une assistance spéciale à l'Union Africaine, qui manque cruellement de soutien

logistique, financier et technique pour exercer ses propres mandats de maintien de la paix. En guise de conclusion, M. Wang Min réaffirme l'engagement de la Chine en faveur des travaux de maintien de la paix des Nations Unies et souligne que, avec plus de 2 000 soldats de la paix déployés sur diverses opérations, son pays se classe au 7<sup>e</sup> rang des fournisseurs pour les efforts internationaux de maintien de la paix.

35. **M. Bamba** (Côte d'Ivoire) dit que les opérations de maintien de la paix constituent le moyen le plus efficace pour la gestion des conflits, sur la base du principe de sécurité collective. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a démontré la capacité des Nations Unies à remplir le mandat assigné sous le chapitre 7 de la Charte, en travaillant en parfaite synergie avec les autorités légitimes du pays et en respectant la volonté des peuples. Son pays exprime sa profonde gratitude à l'Organisation pour son aide dans la résolution de la crise ivoirienne.

36. La situation de danger généralisée à laquelle étaient exposées les populations civiles lors de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, qui a fait 3 000 morts, illustre l'impérieuse nécessité pour la communauté internationale d'adopter des mesures urgentes et effectives pour la protection des civils. C'est sur une telle base que le Conseil de sécurité a agi lorsqu'il a adopté la résolution 1975 (2011) qui a conféré à l'ONUCI un mandat « robuste » visant à détruire les armes lourdes dont se servaient les troupes de l'ancien président ivoirien pour massacrer les populations civiles. Lors de la crise, les hésitations et les réserves difficiles à comprendre de la part de certains membres du Conseil de sécurité ont contribué à renforcer l'attitude de défiance du camp de l'ancien président ivoirien dont les troupes ont continué de perpétrer des atrocités contre les populations civiles et, du coup, ont exposé dangereusement le personnel civil des Nations Unies et même les troupes de l'ONUCI qui ont été l'objet de plusieurs attaques. L'expérience de la violence postélectorale permet à la délégation ivoirienne de souligner également l'insuffisance de la coopération entre l'ONUCI et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), bien que le cadre normatif d'une telle coopération existe au chapitre 8 de la Charte. S'il avait été utilisé, en donnant un rôle à l'ECOMOG, la Force de maintien de la paix de la CEDEAO, cela aurait eu un effet dissuasif en faveur de la protection des

populations civiles. Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, surtout les membres permanents, ne doivent pas oublier leur responsabilité de protéger les populations civiles en situation de danger, ainsi que le personnel civil et militaire des opérations de maintien de la paix, et doivent fonder leurs décisions sur le respect de la volonté des peuples. Le respect de la lettre et de l'esprit de la Charte est essentiel pour maintenir la crédibilité, l'efficacité et l'impartialité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

37. La Côte d'Ivoire est en train d'opérer un retour à la normale; il s'agit maintenant de consolider la paix et de reconstruire après la crise, et tout est mis en œuvre pour garantir que les élections législatives, prévues le 11 décembre 2011, seront libres, transparentes et crédibles. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire sait qu'il peut compter sur l'assistance bilatérale et multilatérale, et surtout sur celle des Nations Unies, telle que définie dans le contexte de la résolution 2000 (2011) du Conseil de sécurité. La réforme du secteur de la sécurité demeure une priorité, particulièrement en raison des besoins de sécurisation de la longue frontière ouest avec le Liberia. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire se réjouit de l'intention du Secrétaire général adjoint de combiner les ressources de l'ONUCI et de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), en étroite collaboration avec la CEDEAO et les autres partenaires, afin de faire face à cette menace. Des sommets réunissant les chefs d'États de la région ont été organisés, de même qu'une réunion des chefs d'État-major des armées de la CEDEAO.

38. La Côte d'Ivoire figure sur la liste des 19 pays à jour de leurs contributions à tous les budgets des Nations Unies. Elle a récemment commencé à fournir des troupes de police à la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et a rétrocédé à titre gratuit en propriété définitive à l'ONUCI le bâtiment abritant son siège. De plus, la Côte d'Ivoire est disposée à accueillir le Centre Régional des Services prévu pour la région de l'Afrique de l'Ouest.

39. **M. Ng Chin Huat** (Malaisie) dit que la Malaisie, en tant que pays fournisseur de contingents de longue date, réaffirme qu'elle croit fermement au rôle central des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Son pays est d'avis que le

maintien de la paix doit se faire sous la forme d'un partenariat et que le partage des tâches est essentiel. Il est indispensable que les États Membres continuent d'allouer des moyens humains, financiers et logistiques pour garantir la réussite des opérations de maintien de la paix dans les délais impartis. Le progrès économique et social n'est possible que si la paix et la stabilité sont maintenues. La Malaisie soutient l'approche qui vise à concevoir le maintien de la paix comme une forme précoce de consolidation de la paix et entreprend des activités au sein des populations locales en gardant toutefois à l'esprit que les projets de développement socioéconomique demeurent de la seule responsabilité des pays hôtes.

40. Sa délégation est préoccupée par les menaces croissantes qui pèsent sur la sécurité et la sûreté des soldats de la paix des Nations Unies et condamne fermement tout acte de violence à leur égard. En tant que pays fournisseur de contingents, la Malaisie réaffirme son engagement en faveur de la politique de tolérance zéro pour toute forme de conduite répréhensible, notamment l'exploitation et les abus sexuels. La Malaisie continuera d'insister sur la question des conduites répréhensibles lors des sessions de formation au Centre malais de formation au maintien de la paix et de participer activement à l'élaboration de la doctrine et des programmes de formation des effectifs de police des Nations Unies et des Unités de police constituées.

41. **M<sup>me</sup> Mørch Smith** (Norvège), s'exprimant au nom des pays scandinaves, dit que, si des progrès ont été accomplis en matière de restauration de la paix dans un certain nombre de pays, les missions de maintien de la paix des Nations Unies sont confrontées à de sérieux défis, à commencer par la sécurité et la sûreté de leurs effectifs. Les pays scandinaves, en tant que pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, veulent avoir la certitude que tout est mis en œuvre pour renforcer la sécurité sur le terrain. Ils acceptent les risques élevés mais certainement pas le laxisme en matière de gestion des risques. Le manque de sécurité nuit aux performances des soldats de la paix et à leur capacité à exécuter leur mandat, y compris pour la protection des populations civiles.

42. Les pays scandinaves soutiennent les efforts actuels de renforcement des capacités des soldats de la paix des Nations Unies à protéger les civils, même si cela relève avant tout de la responsabilité des gouvernements nationaux, et indépendamment de

l'origine de la menace. Le consensus obtenu lors de la dernière réunion du Comité spécial constitue un excellent point de départ. Il convient de faire bon usage du nouveau programme de formation à la protection des populations civiles. Le Département des opérations de maintien de la paix et les États Membres doivent également s'assurer de la prise en compte des conseils opérationnels sur la prévention des violences sexuelles et la réponse à apporter en pareil cas en temps de conflit. Il est déplorable que le personnel des Nations Unies continue de passer outre à la politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels. Les pays scandinaves se félicitent de l'initiative visant à établir de nouvelles recommandations à cet égard, sans oublier que les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police ont également leur part de responsabilité.

43. Compte tenu des contraintes financières, il est urgent de travailler plus intelligemment et d'en faire plus avec moins de moyens, en partant des stratégies et initiatives de réforme qui ont été élaborées. Les pays scandinaves partagent la vision d'une ONU « unie dans l'action » et s'appuyant sur une mission intégrée. Ils saluent l'avancement annoncé des projets pilotes de l'initiative Horizons nouveaux visant à définir des normes de capacité et à élaborer des outils de conseil; ces projets devraient déboucher sur l'élaboration de normes de performances pour toutes les unités de maintien de la paix concernées.

44. Les pays scandinaves se félicitent de la stratégie de consolidation de la paix précoce par les soldats de la paix et invitent la Banque mondiale et les départements, agences, fonds et programmes des Nations Unies qui ont participé à la définition de la stratégie à prendre également part à sa mise en œuvre, de manière à garantir que les Nations Unies respectent le principe de l'avantage comparatif. Les pays scandinaves saluent les progrès annoncés dans la mise en œuvre de la Stratégie globale d'appui aux missions; la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport du Groupe consultatif de haut niveau pour l'examen des capacités civiles internationales (document A/65/747-S/2011/85) renforcera la capacité des missions de maintien de la paix à agir dans le cadre de la consolidation de la paix précoce. Les pays scandinaves sont tout à fait d'accord avec l'importance que ce rapport attache à la mise en place et au renforcement de l'appropriation nationale, notamment dans des domaines très sensibles tels que la réforme du

secteur de la sécurité et l'État de droit. L'appropriation régionale, au travers de structures régionales telles que l'Union africaine, est un atout supplémentaire; les points de vue de l'Afrique sur la réforme du secteur de la sécurité peuvent être utiles pour adapter les instruments en fonction de la situation du pays concerné, ce qui contribue à la légitimité, à la viabilité et à la durabilité de l'aide à la réforme du secteur de la sécurité. Un solide partenariat entre les acteurs concernés est indispensable à la réussite des objectifs communs.

45. Le fait que le dernier Prix Nobel de la paix ait été décerné à trois femmes de pouvoir devrait inciter les États Membres à proposer davantage de candidatures féminines pour les postes de direction des opérations de maintien de la paix. Le nombre de Représentantes spéciales du Secrétaire général a augmenté et il serait intéressant qu'une femme soit nommée au commandement d'une force et que davantage de femmes soient commissaires de police. Tous les dirigeants, hommes et femmes confondus, ont la responsabilité de garantir la pleine intégration de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités de maintien de la paix, avant tout en mettant en œuvre les stratégies et programmes existants. Les pays scandinaves invitent le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions à poursuivre leurs travaux en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, aidés et soutenus par ONU Femmes, afin d'aller plus loin sur cette question pour le bien de tous.

46. **M. Bavaud** (Suisse) salue l'opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, qui a montré la capacité de l'ONU à réagir de manière prompte face aux violences contre les civils, et la création de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). L'établissement de priorités claires est essentiel et il est important que la MINUSS reçoive les ressources financières et humaines nécessaires afin de mettre en œuvre son vaste mandat. Il est regrettable que demeurent des obstacles qui divisent les États Membres, particulièrement entre ceux qui financent les opérations de maintien de la paix et ceux qui mettent à disposition du personnel. Bien qu'importantes, les discussions lors du Groupe de travail sur l'équipement appartenant aux contingents, lors de la session du Comité spécial, ainsi qu'en Cinquième Commission de l'Assemblée générale, ont eu la conséquence malheureuse de compliquer les débats sur bien d'autres



défis. Le maintien de la paix doit demeurer flexible afin de s'adapter aux réalités changeantes et aux demandes du terrain; à cet égard, la notion de partenariat global est fondamentale.

47. Sa délégation se félicite des efforts réalisés par le Secrétariat afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport du Groupe consultatif de haut niveau pour l'examen des capacités civiles internationales. Elle a bon espoir que ce processus aboutira à des améliorations substantielles sur le terrain, notamment une gestion plus agile et rapide des capacités existantes dans le système et parmi ses États Membres. Elle salue également les premières étapes de mise en œuvre de la Stratégie globale d'appui aux missions, qui devrait se traduire par des déploiements à temps des missions, en plus d'améliorer le soutien au personnel civil. En ce sens, elle encourage des échanges de vues transparents entre les communautés onusiennes du maintien de la paix et de la consolidation de la paix.

48. Les travaux du Comité spécial sur la protection des civils ne peuvent être menés en isolation. Une coordination entre tous les acteurs impliqués, y compris avec les acteurs humanitaires, est essentielle et doit se faire dans le respect des principes d'action de chacun. Le prochain débat du Conseil de sécurité devrait être l'occasion pour les délégations de consolider et de développer les recommandations de sa résolution 1894 (2009).

49. Sa délégation attache beaucoup d'importance à l'amélioration des méthodes de travail du Comité spécial et se félicite du lancement d'un dialogue informel sur cette question. Les pistes de travail possibles incluent la structure du rapport, le rôle du Secrétariat et du Bureau, ou encore l'aide aux pays ayant des difficultés à participer aux travaux. Certaines mesures seraient relativement simples à mettre en œuvre, comme par exemple le traitement de sujets sur une base biennale.

50. **M. Kebret** (Éthiopie) dit que son pays est un important fournisseur de contingents et d'effectifs de police depuis les années 1950 et, plus récemment, pour la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Le maintien de la paix est de plus en plus complexe et il convient de relever l'ensemble des défis de tous ordres. Il est essentiel que les mandats et leurs modifications éventuelles soient parfaitement clairs dès le début; ils doivent refléter la réalité du

terrain, les intentions du Conseil de sécurité et les opinions et capacités des pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police. Il ne peut y avoir d'approche uniforme.

51. Il convient de renforcer la coopération et les consultations triangulaires entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police. Des réunions régulières entre les membres du Conseil et les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police, avant le renouvellement des mandats, permettraient de débattre sérieusement des défis opérationnels et de la mise en œuvre des mandats sur le terrain et fourniraient au Conseil des informations crédibles en provenance du terrain.

52. On n'insistera jamais assez sur la nécessité de fournir à temps les moyens financiers, logistiques et humains adéquats; il est urgent de s'attaquer au décalage entre les moyens et les mandats. L'ONU doit s'assurer que les pays souhaitant fournir du personnel sont en mesure de l'entraîner et de l'équiper et comprennent les procédures administratives et logistiques des opérations de maintien de la paix. Il convient d'aider directement les pays fournisseurs de contingents et de mettre en place des actions de coopération afin d'accroître les capacités des organisations régionales. Il est indispensable d'accroître le soutien aux vastes activités de maintien de la paix de l'Union africaine.

53. Les Nations Unies doivent soutenir pleinement leurs missions, dans les faits et pas seulement en paroles, et cela ne doit pas se traduire uniquement par des moyens. Les soldats de la paix s'engagent pour préserver la paix et la sécurité dans le monde et pour aider les populations civiles dans des environnements hostiles : ils ne s'agit pas de les laisser tomber lorsque la situation se complique. L'Éthiopie réaffirme son engagement à renforcer sa participation aux opérations de maintien de la paix en fournissant des contingents, des effectifs de police, des observateurs militaires et du personnel civil.

54. **M. Benmehidi** (Algérie) dit que les opérations de maintien de la paix sont devenues de plus en plus complexes durant les deux dernières décennies, les États Membres cherchant à apporter une réponse efficace à des conflits de différentes natures. Il en résulte des contraintes de plus en plus lourdes, autant sur le plan quantitatif que qualitatif, et un décalage

important entre des objectifs ambitieux et des ressources limitées. Face à ces défis, les États Membres doivent renforcer leurs capacités, améliorer le dialogue et le partage de l'information, et s'assurer de la responsabilisation de chacun à tous les niveaux. Dans le cadre de cet effort collectif, la responsabilité doit être partagée, tout en veillant à la promotion du dialogue triangulaire entre le Conseil de sécurité, les pays contributeurs de troupes et le Secrétariat. Le Conseil de sécurité doit garantir la dotation en moyens humains et matériels suffisants et assurer un examen plus fréquent du mandat et des moyens des missions de maintien de la paix pour répondre à leurs besoins évolutifs et apporter les corrections nécessaires, indépendamment de la complexité du conflit ou des difficultés rencontrées; c'est la crédibilité de l'ONU qui est en jeu.

55. Les pays contributeurs de troupes doivent être impliqués dans l'élaboration et l'évaluation des mandats et participer plus activement au processus de réforme des opérations de maintien de la paix au sein du Comité spécial. Il convient de renforcer le rôle de ce Comité, l'unique organe réunissant les pays fournisseurs de contingents et de matériels ainsi que les pays hôtes. Cela passe notamment par l'amélioration de ses méthodes de travail. La délégation algérienne espère que le Groupe consultatif de haut niveau proposera des mesures concrètes pour remédier à la situation actuelle en ce qui concerne la question des remboursements aux pays contributeurs de troupes. Le Secrétariat doit assurer la bonne gestion, identifier les lacunes existantes et partager avec les États Membres les enseignements tirés de l'évaluation des performances des différentes missions.

56. En dépit des changements de la nature des conflits, y compris l'obstacle récurrent du non-respect des engagements pris par les factions belligérantes, le maintien de la paix doit continuer d'obéir aux principes directeurs en la matière, notamment le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense. Les opérations de maintien de la paix doivent être caractérisées par leur souplesse et leur faculté d'adaptation, mais cela ne doit pas conduire à l'usage excessif de la force; les tentatives de règlement doivent comporter des négociations politiques et des actions diplomatiques. La communauté internationale dans son ensemble, et le Conseil de sécurité en particulier, doivent œuvrer pour favoriser la transition d'une culture de réaction à une culture de prévention

57. Les partenariats et les arrangements structurés entre l'ONU et les organisations régionales sont indispensables pour la création d'un système de capacités indépendantes capable de réagir et de faire face aux exigences des opérations de maintien de la paix. La délégation algérienne souligne le rôle important de l'Afrique dans le processus de réforme des opérations de maintien de la paix et dans leur régionalisation. L'Union Africaine poursuit ses travaux pour se doter d'une vision stratégique et de capacités militaires lui permettant d'assumer davantage de responsabilités en matière de maintien de la paix. Elle est toutefois confrontée à un manque de ressources et de capacités, alors que les besoins sont de plus en plus importants. Les Nations Unies devraient concrétiser leur engagement en faveur des efforts africains pour le maintien de la paix, au travers d'un financement prévisible, viable et souple, qui favoriserait la réussite des missions de l'Union Africaine déployées sur la base de mandats du Conseil de sécurité.

58. **M. Al Habib** (Iran) dit que les missions de maintien de la paix doivent être menées en conformité avec la Charte et les principes fondamentaux du maintien de la paix, à savoir le consentement des parties, le non recours à la force, sauf en cas de légitime défense, et l'impartialité. Les nouveaux concepts adoptés pour répondre aux besoins naissants créés par la complexité et la multiplicité des formes des opérations de maintien de la paix doivent respecter les principes, lignes directrices et terminologie du maintien de la paix tels qu'ils ont été définis lors des négociations intergouvernementales correspondantes. Il convient de veiller à la cohérence dans l'utilisation de la terminologie adoptée. Sa délégation répète que l'Assemblée générale et le Comité spécial sont les forums les mieux adaptés pour l'examen des questions et politiques liées aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

59. Les missions de maintien de la paix doivent disposer, dès le début, d'un soutien politique, des moyens humains, financiers et logistiques optimaux, ainsi que de mandats et de stratégies de sortie clairement définis et réalisables. Elles ne doivent pas empêcher de rechercher l'origine des conflits, qu'il convient d'examiner au sein des organes sociaux, économiques et de développement appropriés. La réussite des opérations de maintien de la paix relève d'une responsabilité partagée : la communication doit s'établir entre tous les acteurs, notamment les pays

fournisseurs de contingents, et il doit exister une coopération triangulaire efficace entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat, les pays fournisseurs de contingents et les pays hôtes. Le maintien de la paix et la consolidation de la paix sont indissociables et ne doivent pas être considérés indépendamment l'un de l'autre; ces processus doivent fonctionner en tandem, de manière à faciliter la revitalisation économique, le développement et le renforcement des capacités au plan national, sur la base d'une appropriation nationale, et préparer le terrain pour une stratégie de sortie en douceur; ils doivent prévenir la réapparition des conflits armés et permettre une paix durable.

60. Le Gouvernement iranien souligne l'importance de veiller à ce que le maintien de la paix ne se transforme pas en imposition de la paix. Le recours à la force dans les opérations de maintien de la paix ne doit en aucun cas compromettre la relation stratégique entre le pays hôte et la mission de maintien de la paix. La protection des populations civiles relève avant tout de la responsabilité du pays hôte; lorsqu'un mandat existe, c'est une approche globale qu'il convient d'adopter, approche prévoyant la mise à disposition en temps voulu, et de manière adéquate, de ressources, de soutien logistique et de formations. La protection des populations civiles ne doit pas servir de prétexte à l'intervention militaire des Nations Unies, car cela risquerait de causer encore plus de victimes civiles.

61. Le rôle des agences et accords régionaux doit être conforme au Chapitre VIII de la Charte et ne doit en aucun cas remplacer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, nuire à la bonne application des principes fondateurs du maintien de la paix, ou encore décharger l'ONU de sa responsabilité de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

62. **M. Alia** (Bénin) dit que l'initiative Horizons nouveaux et la Stratégie globale d'appui aux missions amélioreront l'efficacité et la cohérence des opérations de maintien de la paix. La création de centres régionaux de soutien, notamment ceux d'Entebbe et d'Afrique occidentale, confèrera plus d'autonomie aux missions déployées en Afrique et renforcera leur capacité à réagir rapidement dans des situations complexes et changeantes. Son Gouvernement appuie fermement la collaboration entre les missions, qui a permis de trouver une solution au déficit de personnels et de moyens lors de la crise postélectorale en Côte d'Ivoire, et espère que l'expérience sera élargie à la MONUSCO, à l'opération hybride Union africaine-

Nations Unies au Darfour (MINUAD) et à la MINUSS, pour pallier l'absence de force de réserve pour réagir à temps en cas de besoin.

63. Les consultations doivent se poursuivre afin que tous les Pays Membres arrivent à avoir une même compréhension des concepts du maintien de la paix robuste et de la protection des civils. Le Bénin apprécie l'augmentation du taux de remboursement des matériels des contingents et espère que le taux de remboursement des pays fournisseurs de contingents sera également augmenté; ces remboursements devront, au minimum, couvrir les dépenses engagées par les pays aux ressources limitées. Il importe que les missions de maintien de la paix soient dotées de moyens humains, matériels et financiers adéquats. Compte tenu de l'augmentation rapide du nombre d'opérations, il importe de respecter les recommandations du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies (rapport Brahimi) relatives à l'établissement d'une nouvelle opération de maintien de la paix.

64. Si le Bénin salue les efforts des organisations non gouvernementales qui œuvrent réellement à soulager les peines des populations civiles, il prend ses distances par rapport aux organisations de la société civile qui, pour obtenir des fonds de leurs sponsors, calomnient par des accusations non vérifiées et non fondées les troupes qui exécutent les tâches qui leur incombent dans le cadre du mandat de la mission, ce, au péril de leur vie. Le Bénin se félicite de la circonspection observée par le Secrétariat dans la conduite des investigations opérées pour rétablir la vérité des faits et des mesures prises dans l'esprit de la tolérance zéro vis-à-vis des inconduites incompatibles avec les objectifs et la déontologie des opérations de maintien de la paix.

65. **M. Chipaziwa** (Zimbabwe) dit que sa délégation croit fermement que les nouveaux concepts en matière d'opérations de maintien de la paix ne devraient être mis en œuvre qu'après un examen approfondi par le Comité spécial. Sa délégation se demande pourquoi certaines délégations insistent sur la mise en œuvre de l'initiative Horizons nouveaux, étant donné qu'il s'agit d'un document officiel qui n'a pas encore reçu l'aval de l'Assemblée générale. Il existe déjà des lignes directrices pour les opérations de maintien de la paix et on ne fait rien de bon dans la précipitation. La réforme du secteur de la sécurité a été mise en œuvre avant l'obtention d'un consensus et, parmi les acteurs

concernés, certains ne comprennent toujours pas ce que cela implique; il ne faut jamais penser qu'un État demandera systématiquement à d'autres États ou à des groupements régionaux de l'aider à cet égard. Il en va de même de la protection des populations civiles; un certain nombre de missions ont reçu le mandat de protéger les populations civiles avant même l'inclusion du thème de la protection des civils dans les programmes de formation; les pays fournisseurs de contingents et d'effectifs de police sont pourtant tenus pour responsables si le mandat de protection des civils n'est pas dûment mis en œuvre. Le concept de maintien de la paix robuste est encore en cours d'examen au sein du Comité spécial; il est pourtant déjà mis en œuvre. La délégation du Zimbabwe estime que ce concept est source d'animosité entre les contingents et les populations civiles qu'ils sont censés aider. Aucune explication n'a été donnée quant aux cibles du maintien de la paix robuste, ce qui signifie que même les gouvernements en place peuvent être considérés comme des « fauteurs de troubles » à neutraliser.

66. La question de la sécurité et de la sûreté des soldats de la paix revêt la plus haute importance; la délégation du Zimbabwe invite le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de la sûreté et de la sécurité à l'examiner de manière plus approfondie. On ne se sait pas clairement si l'augmentation des cas d'exploitation et abus sexuels est attribuable à la mauvaise qualité de la formation préalable au déploiement, à la longueur des missions ou à d'autres facteurs. M. Chipaziwa invite le Département des opérations de maintien de la paix à faciliter les visites des soldats de la paix à leurs familles durant les permissions et propose que toutes les permissions soient prises dans les capitales.

67. Sa délégation estime qu'une coopération triangulaire efficace, à tous les niveaux, permettrait de limiter tous les problèmes auxquels sont confrontées les opérations de maintien de la paix. Ces dernières ne peuvent atteindre leur objectif que si leurs tâches correspondent aux moyens et capacités qui leur sont alloués et si les responsables de leur mise en œuvre participent à la planification et à l'élaboration des mandats. Sa délégation se félicite de l'initiative visant à accroître les taux de remboursements des pays qui fournissent des contingents; cela constitue une motivation pour ces pays, ainsi que pour ceux qui fournissent des effectifs de police, notamment pour ceux appartenant au Mouvement des non-alignés, qui

fournissent la majeure partie du personnel sur le terrain.

68. **M. Momen** (Bangladesh) dit que la médiation et les opérations de maintien de la paix ont contribué à la nette diminution du nombre de conflits armés depuis la fin de la Guerre froide. Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont un meilleur rapport coût-efficacité et un meilleur taux de réussite que les autres opérations, et leur coût d'opportunité est incommensurable en termes de moyens financiers et autres. Les réussites à venir des opérations de maintien de la paix, qui sont de plus en plus complexes et multidimensionnelles, dépendront du soutien politique qui leur sera apporté et de la mise à disposition, adéquate et dans les temps, des ressources financières, logistiques et humaines. La délégation du Bangladesh salue la création du Groupe consultatif de haut niveau chargé d'examiner les taux de remboursements des pays qui fournissent des contingents et les questions connexes.

69. Afin de garantir l'efficacité du partenariat et de faire naître un sentiment d'appropriation chez tous les acteurs concernés, il convient d'intensifier le partenariat politique entre les Nations Unies et les gouvernements des pays hôtes, au moyen du dialogue et du consensus. Des consultations efficaces et inclusives entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents sont indispensables; il convient de tenir compte de l'avis des pays fournisseurs de contingents lors de l'élaboration ou de la modification des mandats et de la définition du calendrier. Les pays fournisseurs de contingents doivent être représentés équitablement dans le processus décisionnel du Secrétariat et dans le processus de mise en œuvre de ces décisions. Les mandats des soldats de la paix doivent être clairs, précis, bien définis et dotés de moyens adéquats qui garantissent la sécurité et la sûreté, ainsi que la formation. Au niveau opérationnel, le partenariat doit garantir des conditions de travail adéquates pour les soldats de la paix, la coordination entre les différents acteurs concernés et entre les Nations Unies et les acteurs bilatéraux et régionaux, ainsi que des efforts concertés entre les agences, fonds et programmes des Nations Unies.

70. Le Bangladesh contribue largement à la paix et à la sécurité dans le monde. Depuis 1988, il a participé à 36 opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans 52 pays et c'est lui qui a fourni le plus de

contingents sur le terrain. Plus de 100 de ses soldats de la paix ont perdu la vie en accomplissant leur devoir, mais leur sacrifice n'a pas été vain et le Bangladesh s'engage à poursuivre son partenariat avec les Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

71. **M. Kafeero** (Ouganda) salue l'initiative Horizons nouveaux, qui permet d'adopter une approche plus concertée et plus globale à tous les niveaux, et se félicite de la Stratégie globale d'appui aux missions, notamment de la nouvelle approche mondiale et régionale.

72. Il faut garder à l'esprit que toute incapacité des Nations Unies en matière de maintien de la paix, où que ce soit dans le monde, nuit à l'image de l'Organisation. Il convient de remédier au décalage actuel entre les mandats et les ressources, notamment en ce qui concerne l'équipement aérien. Pour que les missions soient couronnées de succès, il faut identifier et régler les causes qui sont à l'origine des conflits, dès l'étape de planification; cela implique une bonne compréhension de la situation sur le terrain. Les missions de maintien de la paix doivent appuyer une résolution politique des conflits, respecter la souveraineté des États, rester impartiales et œuvrer avec toutes les parties à la résolution de leurs problèmes. Davantage d'efforts concertés sont nécessaires pour impliquer les femmes dans les processus de rétablissement et de maintien de la paix.

73. La relation triangulaire entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat et les pays fournisseurs de contingents est indispensable pour garantir des objectifs politiques et des mandats clairs, crédibles et réalisables. Il convient de renforcer la coopération entre tous les acteurs concernés par les opérations de maintien de la paix. Il importe également de travailler avec des organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine, la CEDEAO, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Autorité intergouvernementale pour le développement. Les relations avec ces organisations doivent s'opérer conformément au chapitre VIII de la Charte. Le Gouvernement ougandais se félicite du soutien apporté à la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) et souligne l'importance et l'urgence de fournir à temps des moyens prévisibles et fiables pour permettre à la mission d'exécuter son mandat.

74. Il est indispensable, pour que le rétablissement de la paix et la réussite de la mission soient durables,

d'inclure dès le début les activités de consolidation de la paix, notamment la reconstruction socioéconomique, dans les opérations de maintien de la paix. La délégation ougandaise invite l'Organisation à renforcer la cohérence des activités de rétablissement, maintien et consolidation de la paix, ainsi que de développement.

75. **M. Hamed** (Syrie), exerçant son droit de réponse, dit que les mensonges et fausses allégations du représentant de la Puissance occupante israélienne lors de la réunion précédente ne sont autres que des tentatives visant à passer sous silence le fait que l'occupation par Israël de territoires arabes est à l'origine de quatre missions de maintien de la paix des Nations Unies, dont la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), et visant à détourner l'attention du terrorisme pratiqué par l'État d'Israël. Israël a attaqué à plusieurs reprises aussi bien des civils sans défense que des soldats de la paix des Nations Unies. Il cite, par exemple, les événements du 5 mai et du 5 juin 1911, qui se sont soldés par la mort de manifestants non violents, l'attaque délibérée d'une base des forces fidjiennes de la FINUL en 1996, qui a fait 106 victimes civiles, et le bombardement délibéré d'un poste de surveillance de la trêve au Sud Liban, en juillet 2006. Toutes ces attaques sont bien documentées et il en est fait mention dans les rapports des Nations Unies. En outre, en septembre 2008, un soldat belge a perdu la vie en enlevant des armes à sous-munitions non explosées laissées sur place après l'attaque israélienne contre le Liban en 2006. Il fait remarquer, au passage, qu'Israël a toujours refusé de communiquer l'emplacement de ces munitions, ce qui signifie qu'elles feront d'autres victimes innocentes parmi les civils et les soldats de la paix.

76. La Syrie, pour sa part, entretient d'excellentes relations avec l'ONUST et la FNUOD, au travers d'une coopération positive et constructive, comme l'ont confirmé, au fil des ans, différents rapports des Nations Unies et comme l'ont attesté les responsables de l'ONUST et de la FNUOD.

*La séance est levée à 12 h 50.*